

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Sol Sous-Sol

Tarbes, le 20/05/2022

10 rue Amiral Courbet
BP 1708
65017 Tarbes Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BAGNÈRES MATÉRIAUX

La Gailleste

65200 BAGNÈRES DE BIGORRE

Références : 2022-0343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement BAGNÈRES MATÉRIAUX implanté au lieu-dit « La Gailleste » 65200 BAGNÈRES DE BIGORRE. L'inspection a été annoncée le 05/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAGNÈRES MATÉRIAUX
- Lieu-dit « La Gailleste » 65200 BAGNÈRES DE BIGORRE
- Code AIOT dans GUN : 0006801120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière Bagnères Matériaux située sur le territoire de la commune de Bagnères-de-Bigorre est une carrière de calcaire, autorisée par arrêté préfectoral n°65-2016-02-24-003 du 24/02/2016 pour une durée de 30 ans.

La superficie totale est de 25 ha 18 a 21 ca. La production maximale autorisée est de 550 000 t/an pour une moyenne à 150 000 t/an. L'abatage est réalisé à l'explosif.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- les suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/12/2020 et à l'arrêté préfectoral d'astreinte du 18/08/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Plan d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1	Arrêté préfectoral d'astreintes administratives du 18/08/2021.	Arrêté préfectoral de recouvrement d'astreintes administratives
Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1	Arrêté préfectoral d'astreintes administratives du 18/08/2021.	Arrêté préfectoral de recouvrement d'astreintes administratives

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
Contrôle des niveaux sonores	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3	Arrêté préfectoral d'astreintes administratives du 18/08/2021.	Sans objet
Niveaux acoustiques	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3	Arrêté préfectoral d'astreintes administratives du 18/08/2021.	Sans objet
Bassins de décantation	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3	Arrêté préfectoral d'astreintes administratives du 18/08/2021.	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
Étude Géotechnique et de Stabilité	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 2	Arrêté préfectoral d'astreintes administratives du 18/08/2021.	Levée d'astreinte
Bassin de décantation SBCT	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1	Arrêté préfectoral d'astreintes administratives du 18/08/2021.	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé des travaux en vu de se conformer à l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/12/2020, la fin des travaux est prévue pour le mois d'août 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1
Thème(s) : Autre, Exploitation - extraction
Prescription contrôlée : Article 1 de l'APMD du 03/12/2020, point n°3 : L'exploitant doit sous un délai de 1 mois, matérialiser la limite d'exploitation au niveau de la borne OGE-711.52 sur le plan d'exploitation, en application des dispositions de l'article 24.4.1 de l'AP du 24/02/2016.
Constats : L'exploitant a présenté le plan d'exploitation mis à jour en 2021, la limite d'exploitation n'est pas matérialisée. <u>Cette non conformité n'est pas levée.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Arrêté préfectoral de recouvrement partiel d'astreinte.

Nom du point de contrôle : Étude Géotechnique et de Stabilité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des terrains
Prescription contrôlée : Article 2 de l'APMD du 03/12/2020, point n°3 : L'exploitant doit sous un délai de 3 mois, produire le rapport établissant la stabilité des terrains au niveau du remblaiement de la partie basse de la piste d'accès demandé lors de la visite d'inspection du 28/09/2017 en application des dispositions de l'article 24.4.3 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
Constats : L'exploitant a transmis le rapport relatif à l'étude de stabilité réalisée par la société ANTEA le 24/08/2021, les conclusions de l'étude doivent être prises en compte. Cette non-conformité est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets aqueux
Prescription contrôlée : Article 1 de l'APMD du 03/12/2020, point n°4 : L'exploitant doit sous un délai de 1 mois, justifier le respect de l'ensemble des critères des rejets aqueux définies selon les dispositions de l'article 33.2.4 de l'AP du 24/02/2016.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats d'analyse des prélèvements des rejets aqueux réalisés les 09 et 17/03/2022 par le laboratoire LPL. Les résultats montrent des taux de MES supérieurs à celui de 35 mg/l, autorisé par l'article 33.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 : <ul style="list-style-type: none">• le 17/03/2022, point : Exutoire Bassin de décantation, valeur MES : 104 mg/l ;• le 17/03/2022, point : Débourbeur / Deshuileur n°1, valeur MES : 67 mg/l ;• le 17/03/2022, point : Débourbeur / Deshuileur n°2, valeur MES : 109 mg/l ;• le 09/03/2022, point : Débourbeur / Deshuileur n°3, valeur MES : 211 mg/l ; L'exploitant a réalisé une contre analyse à partir d'un prélèvement fait le 22/04/2022 en sortie du bassin de décantation après le nettoyage du deshuileur débourbeur. Les résultats montrent une valeur conforme de 14 mg/l. L'exploitant doit adresser un plan d'action concernant les rejets aqueux à l'inspection des installations classées portant sur l'ensemble des points de rejets. <u>Cette non-conformité n'est pas levée.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Arrêté préfectoral de recouvrement partiel d'astreinte.

Nom du point de contrôle : Bassin de décantation SBCT

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement externes
Prescription contrôlée : Article 1 de l'APMD du 03/12/2020, point n°2 : L'exploitant doit sous un délai de 1 mois, justifier que le bassin de décantation jouxtant l'ancien site est dimensionné pour une pluie décennale, en application des dispositions de l'article 20 de l'AP du 24/02/2016
Constats : L'exploitant a réalisé une note de calcul et l'a présentée lors de la présente visite d'inspection. Le volume de stockage calculé est de 42 m ³ pour une pluie décennale d'une durée d'une demi-heure. Cette note atteste que le bassin d'un volume de 460 m ³ est suffisamment dimensionné. Cette non-conformité est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Bassins de décantation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux – Bassin
Prescription contrôlée : Article 3 de l'APMD du 03/12/2020, point n°1 : L'exploitant doit sous un délai de 6 mois, finaliser la mise en place des bassins de décantation au démarrage de la piste sommitale et au niveau de l'installation de traitement primaire en application des dispositions de l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
Constats : Les bassins de décantation sont en place : <ul style="list-style-type: none">• le bassin situé au démarrage de la piste sommitale est conforme aux attendus de l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 ;• le bassin situé au niveau de l'installation de traitement primaire a été remplacé par 2 bassins successifs se déversant l'un dans l'autre, le volume d'eau retenu par le premier bassin semble inférieur au volume attendu. <u>Cette non-Conformité n'est pas levée</u>
Observations : L'exploitant doit justifier du volume de l'ensemble des bassins situés au niveau de l'installation de traitement primaire.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Arrêté préfectoral de liquidation partielle de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 18/08/2021.

Nom du point de contrôle : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit - Contrôles des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Article 3 de l'APMD du 03/12/2020, point n°3 : L'exploitant doit sous un délai de 6 mois, réaliser les travaux de réduction de l'impact sonore de la carrière en application des dispositions de l'article 33.8.5 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ; notamment par la réalisation des travaux de bardage phonique sur les installations de traitement secondaire et en poursuivant l'échéancier des travaux prévus établis dans l'étude d'impact de novembre 2014 à l'occasion de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.
Constats : Les travaux de mise en place du bardage phonique du secondaire sont en cours. Tous les plots de fondations destinées à accueillir la charpente sont en place excepté un, situé contre le local électrique. La mise en place définitive de la charpente est conditionnée à la mise en place d'un pont roulant destiné aux opérations de maintenance. Des retards de livraison de cette partie ont retardé l'ensemble du chantier. Le fournisseur prévoit une date de montage prévue pour le mois d'août, entre les semaines 31 à 35. <u>Cette non-conformité n'est pas levée.</u>
Observations : Suite au démarrage des travaux de réalisation du bardage phonique du secondaire, l'inspection des installations classées propose de différer la liquidation partielle de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 18/08/2021.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Arrêté préfectoral de liquidation partielle de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 18/08/2021.

Nom du point de contrôle : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux Acoustique
Prescription contrôlée : Article 3 de l'APMD du 03/12/2020, point n°2 : L'exploitant doit sous un délai de 6 mois, respecter les seuils réglementaires des niveaux d'émergence sonore en application des dispositions de l'article 33.8.4 de l'AP du 24/02/2016.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de nouvelles mesures, une nouvelle campagne de mesure est prévue à l'issue de la fin des travaux de bardage du secondaire. <u>Cette non-conformité n'est pas levée.</u>
Observations : Suite au démarrage des travaux de réalisation du bardage phonique du secondaire, l'inspection des installations classées propose de différer la liquidation partielle de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 18/08/2021.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Arrêté préfectoral de liquidation partielle de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 18/08/2021.